

La semaine dernière, notre ville a reçu une lettre de la procureur général Pam Bondi qui a déclaré Boston « juridiction sanctuaire » et menacé les responsables municipaux de poursuites judiciaires et de retenir les fonds fédéraux si nous ne contribuons pas à la mise en œuvre des expulsions massives.

Elle a demandé une réponse pour aujourd'hui, que voici :

Dans notre ville, nous respectons les lois, qu'elles soient locales, régionales ou fédérales.

L'application des lois sur l'immigration relève de la compétence fédérale. Cette loi est en vigueur depuis 1997. Les villes comme la nôtre ne sont pas tenues de dépenser l'argent des contribuables pour appliquer les politiques fédérales en matière d'immigration. Et nous ne le ferons pas.

Au lieu de cela, nous utiliserons nos ressources locales pour faciliter la vie de nos habitants et faire en sorte que Boston reste la grande ville la plus sûre des États-Unis.

Vous avez tort de traiter les grandes villes américaines comme des zones de guerre. Vous avez tort d'utiliser l'argent des contribuables pour déployer la Garde nationale dans les rues de notre capitale. Vous avez tort de rejeter la responsabilité de vos problèmes sur les villes les plus diversifiées qui soient.

Vous pouvez essayer de faire de nos villes des symboles du désordre. Mais Boston est la preuve d'une réalité bien plus forte : la sécurité vient de l'amour que l'on porte à son prochain.

À Boston, nos agents de sécurité publique n'ont pas besoin de se cacher le visage, car ils font partie de notre communauté. Nos agents assurent notre sécurité en apprenant à connaître nos résidents, et non en cherchant à les expulser.

Nous aimons trop notre ville pour nous incliner devant un homme qui rejette la responsabilité de ses problèmes sur les immigrants depuis avant ma naissance.

Je suis aujourd'hui accompagné de responsables de la sécurité publique et de chefs religieux, de défenseurs des droits civiques et d'anciens combattants, d'organismes issus de nos syndicats, d'enseignants, d'artistes et d'autres élus.

Et nous sommes ici pour faire face ensemble à cette menace qui pèse sur notre ville.

Aux habitants de Boston : soutenez-nous... Et montrons à l'administration que notre esprit est plus fort que jamais.

En juin dernier, nous avons déposé une demande auprès de l'ICE en vertu de la loi sur la liberté d'information, demandant à notre gouvernement fédéral un minimum de transparence.

Aujourd'hui, nous allons donc déposer un recours officiel, en exigeant que l'ICE nous communique les documents publics que nous avons demandés. Et nous sommes prêts à prendre des mesures juridiques supplémentaires s'ils continuent à refuser notre demande.

Nous avons observé attentivement Donald Trump tenter de créer des diversions à Los Angeles et à Washington en utilisant l'argent des contribuables pour déployer la Garde nationale. Nous sommes prêts à saisir la justice et à demander une injonction dès que nous aurons vent d'une situation similaire ici.

Les villes ne constituent pas une menace pour l'Amérique. Elles alimentent notre progrès. Elles nous rassemblent. Elles font de nous ce que nous sommes.

Procureur général Bondi, nous ne nous laisserons pas intimider. Nous ne battons pas retraite. Nous continuerons à respecter la loi et nous resterons concentrés sur la sécurité de nos résidents.

Ceci notre ville. Et personne ne nous retirera notre liberté.